

Rencontres Tshisekedi-Kagame : des agendas cachés de chacun

Ouest-France, 10/07/2021 POINT DE VUE.

« RD Congo-Rwanda, l'heure de vérité biaisée » « Il n'existe pas de vérité politique, toute nue, sans biais », selon Jean-Jules Lema Landu, journaliste congolais, réfugié en France, qui revient sur les relations Congo-Rwanda. Il est vrai qu'une information remplace vite une autre. Si vite. Il n'en sera pas ainsi du dossier commun des présidents rwandais Paul Kagame et congolais Félix Tshisekedi de « tourner la page » si vite d'un passé lourd de cris des femmes violées, de vies jamais détruites. Par dizaines de milliers.

Un passé qui dure près d'un quart de siècle. Au détriment des populations congolaises, humiliées. Un passé qui demeure une vraie plaie vivante dans leur mémoire collective. Un tel passé ne s'efface pas d'un revers de main. Les présidents s'exprimaient ainsi à Gisenyi au Rwanda et à Goma au Congo, respectivement vendredi 25 et samedi 26 juin. On ne peut commenter avec justesse cette information, sans la ramener, en gros, autant dans son cadre contextuel historique que dans celui des agendas politiques, « cachés », de chacun des deux hommes. Car, il n'existe pas de vérité politique, toute nue, sans un sens biaisé. Le sociologue Max Weber ne dit pas autre chose, dans son ouvrage « Le savant et le politique, quand il affirme que les vertus politiques ne sont pas compatibles avec les vertus scientifiques ». C'est que, ici, on peut mentir, lâ-bas, on cherche la vérité. Une politique de « petits pas » Les exécutables entre Kigali et Kinshasa commencent, masquées, en 1996, quand le président Pasteur Bizimungu, le président de Kagame, appelle à la convocation d'une deuxième Conférence internationale de Berlin, afin de revivifier les frontières de l'Afrique. Allusion faite à l'est de la RD Congo, qui appartiendrait au Rwanda. Il s'agit d'une manifestation (réclamation d'annexion des territoires), proche de la provocation. En dépit de tout, les présidents rwandais Kagame, l'ougandais Museveni et le rebelle congolais Laurent Kabila se joignent, pour mettre à bas, militairement, le régime dictatorial de Mobutu, visiblement détesté par les Américains. En mai 1997, Kinshasa tombe, mais une année après, les violons ne s'accordent plus entre partenaires, dont chacun a un agenda caché. Le Rwandais dans son projet d'extension territoriale, ainsi que la subtilisation des minerais précieux, l'Ougandais plus pour cette deuxième occupation et le Congolais pour un régime libéré du joug, surtout, du partenaire rwandais. Pour ce faire, il les congédie tous sans ménagement, en juillet 1998. La situation fait des vagues, surtout du côté rwandais. À Kigali, on croyait être en mesure de longtemps manipuler Laurent Kabila, pour mener à bon port leur projet d'annexion par une politique de « petits pas », il leur fallait imaginer une autre stratégie. Ils en vinrent ainsi à l'idée d'allumer le feu dans deux provinces du Kivu, partie qui les intéresse. Avec l'espoir de parvenir à long terme à l'annexion de ce territoire, voie révolutionnaire. Le cardinal Ambongo, archevêque catholique de Kinshasa, l'atteste, après y avoir effectué une visite pastorale. Le président rwandais s'attendait-il déjà à ce parti de ce projet, pour inaugurer aujourd'hui une ère nouvelle d'harmonie dans les relations entre les deux pays ? Pas si sûr. La posture du président congolais, elle, est des plus simples à analyser. Arrivé au pouvoir par fraude électorale, sous la supervision indirecte de Kagame, c'est l'homme au pouvoir de Kigali. En bonni-oui-oui. « Tournez la page », ont-ils dit. Vérité biaisée ! Car, Tshisekedi possède aussi un agenda caché. Celui de berner son peuple, en attente du vote en 2023.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});